

Université de Bejaia
Faculté des Sciences Economiques, de Gestion et Commerciales
Chargé du module : Bellache.Y

Chapitre 2 : Description de l'activité économique et méthodes de détermination du Revenu national

1/ Agents économiques et opérations économiques

L'activité économique se traduit par un ensemble d'opérations économiques. Chacune de ces opérations est assurée par un ou plusieurs agents économiques (centres de décision et d'action).

1.1. Les agents économiques

Les comptes nationaux regroupent les différents agents économiques en 5 catégories distinctes, sur la base de deux critères : la *fonction économique principale* et l'*origine de ressources principales*. Il s'agit des *Sociétés et Quasi-Sociétés (SQS)*, *Ménages et Entrepreneurs Individuels (MEI)*, *les Administrations Publiques (AP)*, *les Institutions Financières (IF)* et l'*Extérieur (ou le Reste du monde)*.

1.1.1. SQS : ce sont tous les agents dont la fonction économique principale est de produire des biens et services marchands et dont les ressources principales sont constituées essentiellement du montant des ventes.

Les SQS regroupent toutes les entreprises publiques (*Air Algérie, Sonatrach...*), privées (*Cevital, Soummam...*).

Remarque 1 : un bien (ou service) marchand est un bien dont l'acquisition nécessite le paiement d'un prix qui doit être supérieur ou égal à son coût de production.

Remarque 2 : une quasi-société est une société apparentée (ce n'est pas une entreprise à part entière) ; elle est différente d'une société en ce sens qu'elle n'a pas de personnalité juridique indépendante distincte de celle de l'Etat.

1.1.2. MEI

Les ménages comprennent les ménages ordinaires (famille) et les ménages collectifs (groupement de personnes vivant en communauté : étudiants en résidence universitaire, les militaires en caserne..)

La catégorie des ménages se définit comme l'ensemble des agents dont la fonction économique principale est la consommation de biens et services finals et dont les ressources principales proviennent de la rémunération des facteurs de production (salaires par exemple) ou des transferts sociaux.

Les entreprises individuelles regroupent essentiellement les professions libérales (médecins, avocats, notaires, petits commerçants, artisans, exploitants agricoles, etc.) dont la fonction économique principale et l'origine de ressources principales sont les mêmes que celles des SQS ; elles sont intégrées dans la catégorie des ménages pour deux raisons :

- Leur petite taille ;
- Absence de statut juridique indépendant (leur statut juridique est confondu avec celui de leurs propriétaires)

1.1.3. L'Etat (ou Administrations Publiques)

Les démembrements de l'Etat sont :

- Administration publique centrale (L'Etat au sens propre et les différents ministères)
- Administrations publiques locales : collectivités territoriales (*Wilaya, Commune et Daira*)
- Etablissements publics administratifs (EPA) : Université, hôpital, lycée, etc.

L'Etat regroupe l'ensemble des agents dont la fonction économique principale consiste à la fois en la fourniture à titre gratuit ou semi-gratuit des biens et services non marchands à la collectivité (enseignement et éducation, réalisation des routes, éclairage public...) et la redistribution du revenu national (à travers les taxes, les impôts et les subventions) et qui tirent leurs principales ressources des prélèvements obligatoires (impôts, taxes et cotisations sociales).

Remarque 3 : les biens et services non marchands, appelés également biens et services collectifs, sont des biens et services fournis par l'Etat au profit de la collectivité gratuitement (enseignement, routes, jardins publics, papiers d'état civil...) ou semi-gratuitement (soins médicaux fournis par des structures sanitaires publiques).

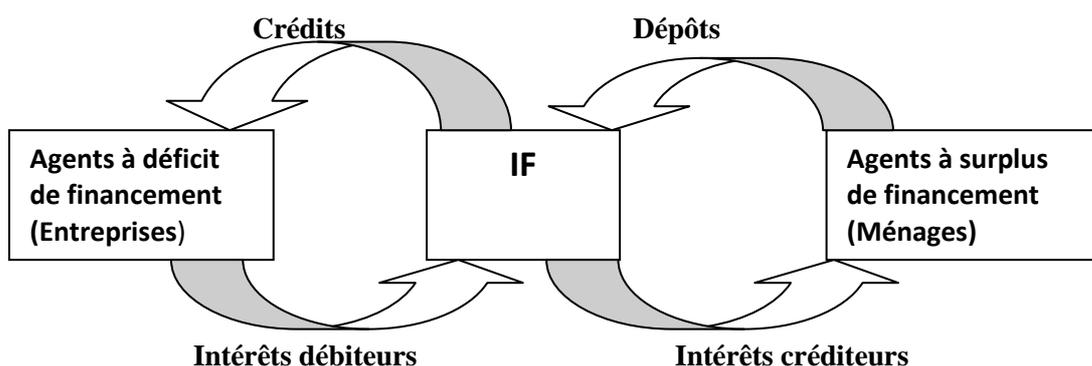
1.1.4. Institutions financières (IF)

Les IF regroupent tous les agents ayant pour fonction économique principale le financement de l'économie (collecte, transformation et distribution des disponibilités financières) et dont les ressources principales sont représentées par les fonds provenant des engagements financiers (dépôts à vue, dépôts à terme).

On distingue 2 sous-catégories :

- Les institutions financières bancaires (IFB) représentées par la Banque Centrale et l'ensemble des banques commerciales (BADR, BNA, CPA,....)
- Les institutions financières non bancaires (IFNB) (Trésor public, sociétés d'assurance)

Le financement de l'économie par les IF (bancaires notamment) s'effectue selon le schéma suivant.



Ainsi, les institutions financières jouent un rôle d'intermédiation entre les agents à surplus de financement (ASF) et les agents à déficit de financement (ADF) qui consiste à transformer les dépôts collectés auprès des ASF (ménages) en crédits à distribuer au profit des ADF (entreprises) moyennant un bénéfice, appelé produit bancaire (PB).

$PB = \text{Intérêts débiteurs} - \text{intérêts créditeurs}$.

1.1.5. L'Extérieur

L'Extérieur désigne tous les agents non résidents qui entretiennent des relations avec les agents résidents.

1.2. Les Opérations économiques

La comptabilité nationale distingue 3 catégories d'opérations entre les agents économiques : les opérations sur biens et services (OBS), les opérations de répartition (OR) et les opérations financières (OF)

1.2.1. Les OBS : elles regroupent la production des biens et services, la consommation des biens et services (consommation finale et consommation intermédiaire), l'investissement, les exportations et les importations et la variation des stocks. Ces opérations indiquent l'origine et la destination (l'emploi) de ces biens et services dans l'économie nationale. Ces biens proviennent de la production nationale et des importations et font l'objet de plusieurs utilisations : consommation, investissement, exportations et stockage.

1.2.2. Les OR : ces opérations concernent la répartition des revenus créés entre les différents agents. Ce sont des transferts de revenus d'un agent vers un autre agent et qui n'ont aucune influence sur le revenu national (ils affectent en revanche les revenus disponibles des agents). Il existe 2 types de répartition. La *répartition primaire* (répartition des revenus entre les agents en fonction de leur contribution à la production) et la *répartition secondaire* (redistribution des revenus indépendamment de la production).

Les opérations de répartition primaire concernent :

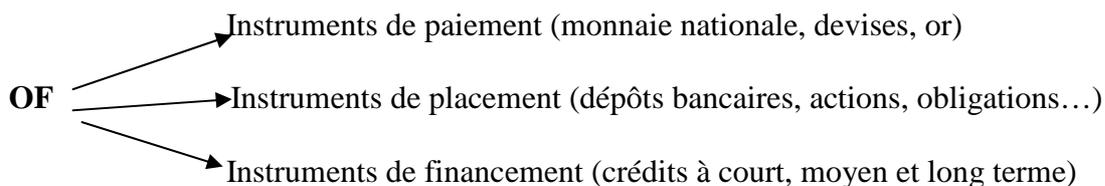
- la rémunération des salariés (salaires, primes, avantages en nature)
- les impôts liés à la production et à l'importation
- les subventions d'exploitation et à l'importation
- les revenus de la propriété (intérêts, loyers, dividendes...)

Remarque 4 : les revenus de propriété sont des revenus provenant de la possession d'un actif physique (terrain, immeuble...) ou financier –action, obligation...).

Les opérations de répartition secondaire (ou de redistribution) concernent :

- les transferts courants sans contrepartie (tous les transferts perçus sans contrepartie d'une participation à la production : allocation-chômage, allocations familiales)
- les opérations d'assurance-dommages (primes et indemnités d'assurance).

1.2.3. Les OF : il s'agit des relations entre les agents à surplus de financement et les agents à déficit de financement. Ces opérations retracent les variations de créances et de dettes entre les différents agents et montrent surtout comment les ASF utilisent leur capacité financière et comment les ADF couvrent leur besoin de financement.



2/ Définition et calcul de quelques agrégats macroéconomiques

Pour mesurer l'activité économique globale d'un pays, la comptabilité nationale utilise des indicateurs globaux qu'on appelle *agrégats macroéconomiques*.

Un *agrégat* est une grandeur synthétique qui mesure les résultats de l'activité économique en termes de production et de revenus. En d'autres termes, un agrégat est un indicateur qui renseigne sur le niveau de l'activité économique d'un pays.

Les agrégats les plus utilisés en comptabilité nationale sont le *Produit intérieur brut (PIB)*, le *Produit national brut* et le *Revenu national (RN)*.

2.1/ le Produit intérieur brut (PIB)

Le PIB constitue la principale mesure de la production nationale.

2.1.1. Définition du PIB

Le PIB se définit comme *la mesure de marché de l'ensemble des biens et services finals produits par un pays au cours d'une période donnée qui est généralement l'année*.

Valeur de marché : pour additionner des tas de produits de nature différente, le PIB utilise les prix de marché qui reflète la valeur de ces biens et services.

Ensemble des biens et services : le PIB inclut tous les biens et services produits et vendus légalement dans un pays (y compris les loyers payés par les locataires aux propriétaires, les visites médicales...)

Biens et services finals : le PIB comptabilise uniquement les biens et services finals et exclut donc la valeur des produits intermédiaires pour éviter ainsi une double comptabilisation (car la valeur de ces derniers est incluse dans la valeur des produits finals).

Produits par un pays : le PIB comptabilise tous les biens et services produits à l'intérieur d'un pays, quelque soit la nationalité du producteur. Il inclut ainsi la *production des étrangers établis sur le territoire national* et exclut celle des *nationaux établis à l'étranger*.

Dans le calcul du PIB, on retient le critère de territorialité et non pas le critère de nationalité (comme c'est le cas dans le calcul du PNB).

Sur une période donnée : le PIB calcule la production d'une période donnée qui est généralement l'année (ou le trimestre).

2.1.2. Les méthodes de calcul du PIB

Le PIB peut être calculé à partir de 3 optiques :

-l'optique production (méthode de la valeur ajoutée)

-l'optique dépense (méthode des emplois finals)

-l'optique revenu (méthode des rémunérations)

2.1.2.1. selon la méthode de la valeur ajoutée (VA)

PIB (au prix du marché) = \sum VA + taxes indirectes.

2.1.2.2. selon la méthode des emplois finals

PIB = Cf + FBCF+VS+G+X-M

Cf : consommation finale des ménages

FBCF : formation brut du capital fixe (investissement brut)

VS : variation des stocks

G : dépenses publiques

X : exportations globales

M : importations globales

Investissement total = FBCF+VS

2.1.2.3. selon la méthode des rémunérations

PIB = Rémunérations des salariés (RS) + Impôts directs payés à l'Etat + les profits + Revenus de propriété

PIN = PIB – CCF

PIN : Produit intérieur net

CCF : consommation de capital fixe (amortissement économique des biens d'équipement)

2.2/ Autres agrégats de la comptabilité nationale

2.2.1. Produit national brut (PNB)

A l'inverse du PIB, fondé sur le critère de territorialité, le PNB comptabilise la production des entreprises nationales établies à l'étranger mais exclut celle des facteurs de production étrangers établis sur le territoire national (le PNB comme son nom l'indique repose sur le critère de nationalité).

PNB = PIB + revenus des nationaux établis à l'étranger – revenus des étrangers établis sur le territoire national

2.2.2. Le Ratio PNB/PIB

Le rapport PNB/PIB renseigne sur la structure des flux de revenus entre un pays et le reste du monde.

-les grands pays industrialisés présentent un ratio PNB/PIB tournant aux alentours de 100% (ou 1). Ceci signifie que ces derniers reçoivent globalement autant de revenus qu'ils en versent au reste du monde.

-les pays caractérisés par un ratio PNB/PIB supérieur à 1, reçoivent plus de revenus qu'ils n'en versent à l'extérieur.

-les pays présentant un ratio inférieur à 1, versent plus de revenus qu'ils n'en reçoivent du reste du monde.

2.2.3. Le Revenu national (RN)

C'est le principal agrégat de revenu. Il comptabilise l'ensemble des revenus recus par les agents économiques

RN = PNN – Taxes indirectes (TVA, DD,...)

PNN : produit national net (PNN = PNB – CCF)

3. Les insuffisances du PIB comme mesure du bien être social

Le PIB est un indicateur imparfait dans la mesure où la relation entre la quantité produite des biens et services et le niveau de vie n'est pas toujours vérifiée (l'augmentation de la production n'implique pas toujours une élévation du niveau de vie). En outre, le PIB ne prend pas en considération certains éléments essentiels contribuant à l'amélioration du niveau de vie des citoyens. Parmi ces éléments :

-les loisirs : le PIB n'intègre pas les couts des loisirs. Autrement, le PIB aurait une valeur moins élevée et pourtant les loisirs contribuent fortement à l'amélioration de la qualité de la vie des individus.

-la qualité de l'environnement : elle constitue un élément essentiel qui contribue à l'amélioration des conditions de vie des individus mais qui n'entre pas dans le calcul du PIB.

-le PIB/habitant représente une moyenne et comme toute moyenne, il cache les inégalités de répartition du revenu entre les différentes catégories sociales.

-le PIB est un indicateur quantitatif qui ne permet pas à lui seul d'apprécier le niveau de vie des individus d'où la prise en compte des indicateurs qualitatifs (accès aux soins, à l'éducation, espérance de vie....)

-le PIB (officiel) fournit une évaluation sous-estimée de la production nationale dans la mesure où il n'inclut pas la production domestique et la production informelle.